

n° 422 • avril 2014

mouvement chrétien des cadres et dirigeants

DR

Kiev, place Maïdan, novembre 2013

www.mcc.asso.fr • ISSN 0223 5617

Croire en l'Europe

Des chrétiens témoignent

sommaire

Parlons-en

L'Europe, c'est nous !



Marie-Hélène Massuelle, responsable éditoriale

Pile 100 ans après 1914, nous vivons une année clé pour l'Europe. En 2014, toutes ses institutions seront renouvelées : Parlement, Commission et Présidence du Conseil. Du 22 au 25 mai, les citoyens choisiront leurs 751 parlementaires qui éliront pour la première fois le président de la Commission européenne sur proposition du Conseil européen. Cette avancée pourra désamorcer la critique du déficit démocratique, source de désaffection et de rejet envers ce qui est pourtant la première puissance économique, financière, industrielle et commerciale mondiale… mais les Européens ne le savent pas ! Car l'erreur n'est plus permise. De part et d'autre, les menaces se font plus vives : montée en puissance d'une Chine « incertaine », leadership américain tourné vers l'Asie, Russie expansionniste, printemps arabes inachevés, Royaume-Uni prompt à marchander son adhésion. Sans compter la crise et la potion d'austérité infligée, qui attisent populisme, séparatisme, extrémisme…

Dans ce basculement du monde, alors que des Ukrainiens meurent pour leur choix civilisationnel européen, *Responsables* consacre un numéro à l'Europe, endossant sa cause : celle qui nous apporte paix, démocratie, solidarité et prospérité depuis 60 ans. Objectif : mobiliser les énergies, donner à réfléchir, se positionner. Nous vous livrons, nous l'espérons, un numéro propice à des rencontres d'équipe avec à l'affiche, des personnalités politiques engagées pour l'Europe, Sylvie Goulard, Catherine Trautmann et Jean-Pierre Sueur : la richesse de leurs opinions le dispute à la force de leur parole… Et d'autres, issues de la société civile : Jean-Dominique Giuliani (Fondation Robert Schuman), Johanna Touzel (COMECE), Stefan Kessler (*Service jésuite des réfugiés*), Jeanne-Françoise Hutin (*Maisons de l'Europe*), Frère Alois (Taizé), Gérard Testard (*Ensemble pour l'Europe*). Chacune de ces personnes, dont le point commun est d'être chrétien, contribue à construire l'édifice européen, par des initiatives citoyennes, associatives, politiques ou professionnelles. Les unes ont choisi de mesurer les acquis, pour ne pas risquer de les perdre, les autres ont préféré interroger le projet européen, pointer les difficultés, pour mieux les surmonter au prix d'infléchissements. D'autres enfin émaillent ce numéro de leur regard extra-européen, soulignant au passage notre privilège. Nous les remercions toutes chaleureusement et leur souhaitons, pour celles qui se présentent, des succès électoraux à… convertir en réussites partagées pour tous les Européens. Il y a urgence.

« Sylvie Goulard, Catherine Trautmann, Jean-Pierre Sueur : la richesse de leurs opinions le dispute à la force de leur parole… »

2014, année européenne

Au terme de 6 années de crise, le pire a été évité, il faut le mesurer, estime le président de la Fondation Robert Schuman, Jean-Dominique Giuliani. De même qu'il faut garder à l'esprit les réusssites exceptionnelles qui font de l'Europe le continent le plus prospère de la planète. Ces accomplissements sont aussi et surtout un appel à poursuivre les réformes et à la faire évoluer. L'Europe est ce que nous en faisons, chacun, personnellement, par notre vote. Ne gâchons pas cette occasion !

« Qu'aurions-nous vécu sans la protection de l'euro, la solidarité européenne et l'amortisseur inconnu des échanges au sein de l'Union européenne ? »



Jean-Bernard Vernier

Auteur de nombreux ouvrages, entrepreneur, Jean-Dominique Giuliani est co-fondateur de la Fondation Robert Schuman qu'il préside depuis 2000

L'une des victimes de la crise semble avoir été la construction européenne. Un vrai désamour des opinions qui lui reprochent de ne pas nous avoir protégés de ses effets, un chômage qui a explosé, une récession réelle, des bouleversements considérables de notre environnement économique et social.

La cause de l'Europe

Mille et un arguments en défense peuvent être avancés. Qu'aurions-nous vécu sans la protection de l'euro, la solidarité européenne et l'amortisseur inconnu des échanges au sein de l'Union européenne ? Vraisemblablement la réédition d'événements proches de ceux de 1929 : faillites d'États et de banques, défauts sur la dette, le super à 3 euros, drames sociaux inimaginables…

Ce bilan, on l'espère, sera dressé un jour avant que l'histoire ne l'écrive…

Il n'en demeure pas moins que les citoyens n'expriment plus pour l'Europe l'enthousiasme de jadis, c'est le moins qu'on puisse dire. Et chacun d'y aller de sa recommandation : « il faut refonder l'Europe, la réinventer, la changer, la réorienter »…

Et s'il fallait seulement l'investir, s'en servir, la faire vivre ?

2014 offre une opportunité exceptionnelle. Toutes les institutions européennes vont être renouvelées : le Parlement européen le 25 mai en France, la Commission, le président du Conseil européen (réunion des chefs d'État et de gouvernement), le Haut Représen-

tant pour la politique étrangère. C'est donc bien le moment d'exprimer ce qu'on attend de l'Union et ce qu'on souhaite qu'elle fasse.

Ne pas se tromper d'enjeu électoral

Les citoyens d'abord, qui ont la chance d'élire l'une des plus importantes assemblées démocratiques du monde, qui vote déjà plus d'un tiers des lois qui nous sont applicables. Si l'on en croit les sondages, les Français vont plutôt se défouler dans ce scrutin « sans risques » et manifester leur mécontentement envers les institutions nationales, les gouvernants, les partis politiques qui tous suscitent encore davantage de méfiance que l'Europe. Ce serait une erreur, qui porterait atteinte à nos intérêts les plus évidents. On sait la colère mauvaise conseillère. En l'occurrence elle affaiblirait l'influence de la France dans des domaines où nous avons déjà reconnu que seuls, nous sommes trop faibles pour compter alors qu'ensemble, Européens, nous avons peut-être une chance de garder une influence sur les affaires du monde.

Enviée et copiée

Première économie mondiale avec 25 % du PIB (19 % pour la seule Union européenne), l'Europe est aussi la première puissance commerciale et le premier marché de consommation avec plus de 500 millions d'habitants. Elle peut orienter les régulations mondiales, peser sur les choix qui seront faits, en matière économique et commerciale comme pour l'environnement, le modèle social ou, plus important encore, la liberté.

A l'extérieur, elle est enviée et copiée. Devenue le premier continent d'immigration du monde, elle est choisie pour sa qualité de vie, son inépuisable apport culturel, ses solidarités sociales et comme modèle d'organisation pacifique. Ses lois et ses règles adressent en permanence un message universel à un monde qui se transforme si vite.

Face aux échecs ou lacunes, poser des choix

Outre le Parlement, les autres institutions européennes seront aussi renouvelées, la Commission au premier chef. Les récriminations sur son action sont nombreuses. Beaucoup sont injustes et dues à la duplicité des gouvernements nationaux, trop heureux de se décharger sur elle de leur manque de courage. Mais certaines sont justifiées : trop juridique, trop technocratique, paralysée par l'élargissement européen, insuffisamment stratégique, ne sachant pas communiquer. Cette année est l'occasion de changer cela, de demander à nos États de peser sur les pratiques institutionnelles européennes en choisissant des femmes et des hommes plus audacieux et plus disposés à rendre des comptes publiquement. Il faudra prendre les meilleurs et accepter qu'ils jouent pleinement leur rôle. Choix difficile pour nos gouvernants !...

La richesse ajoutée des Européens

Il en ira de même pour la diplomatie européenne. Discrètement elle prend son essor. Si les Serbes et les Kosovars acceptent de se parler, si les négociations avec l'Iran ont réussi, nous évitant un conflit, si la piraterie a été éradiquée au large de la Somalie, c'est grâce aux efforts communs des Européens et ce sont de vrais succès. Elle promeut nos valeurs là où sont menacés la dignité de la personne humaine, la liberté et l'État de droit, là aussi où nos intérêts rencontrent nos convictions. On peut se plaindre que l'Europe ne s'engage pas aussi vite que la France en Afrique, mais nos partenaires ont aussi d'autres qualités que nous n'avons pas, et souvent, ils n'ont pas la chance de disposer d'une armée aussi qualifiée que la nôtre !

La complémentarité des Européens et leur diversité créent souvent des frustrations, mais à bien y regarder, c'est une richesse que d'autres dans le monde n'ont pas la chance de partager

« Et s'il fallait seulement l'investir, s'en servir, la faire vivre ? »

« Seuls, nous sommes trop faibles pour compter alors qu'ensemble, Européens, nous avons peut-être une chance de garder une influence sur les affaires du monde »

ou la liberté de pouvoir exprimer. En nous comparant aux autres continents, peut-être accepterons-nous de délaisser ce pessimisme qui nous ronge, véritable sentiment français du déclin. Il n'est pas conforme à la réalité française ou européenne. Faisons en sorte qu'il ne corresponde pas à un manque d'envie de relever les défis.

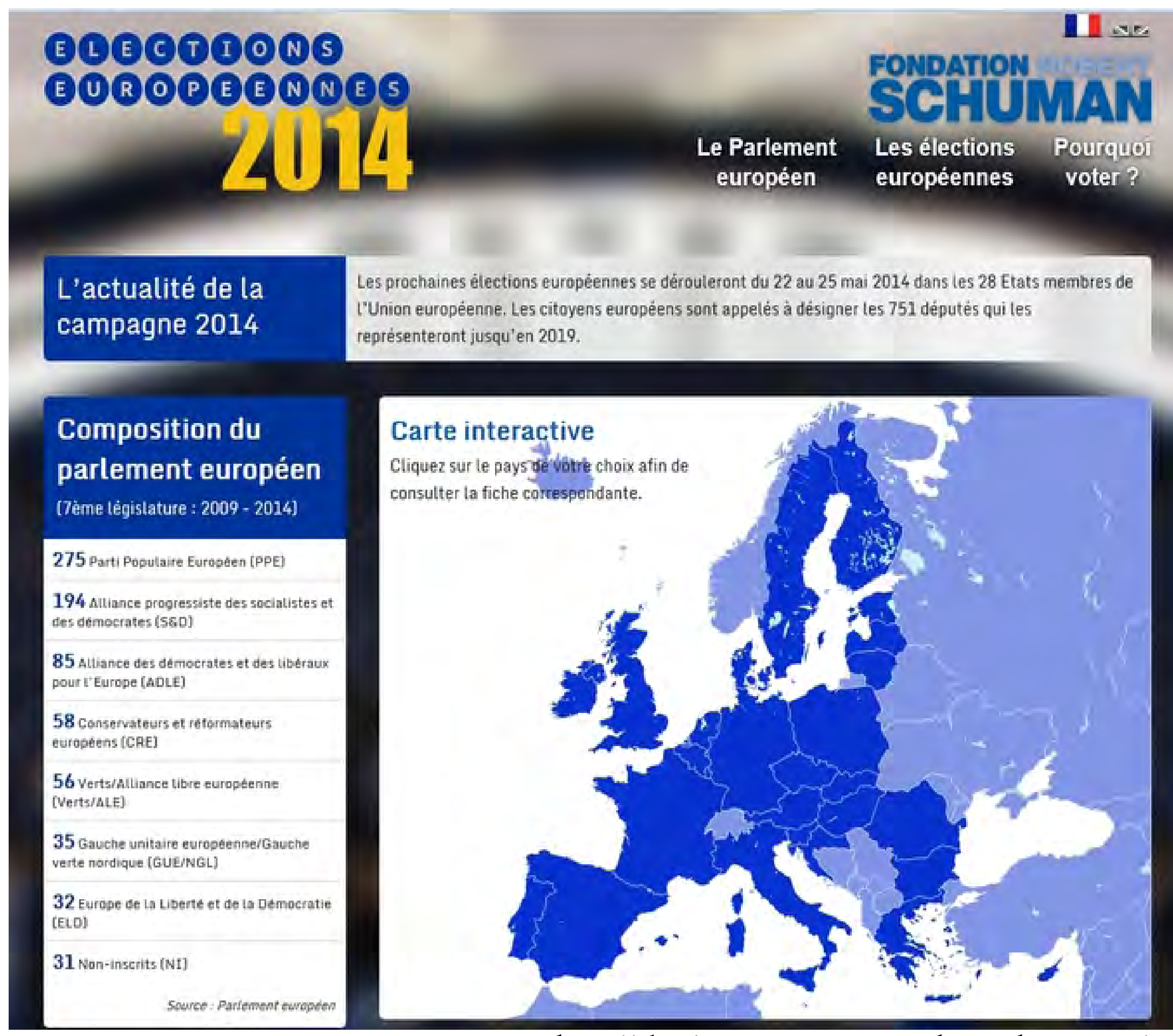
Voter en faisant un choix et non en poussant un cri !

En s'engageant, chacun à son niveau, à faire preuve d'optimisme, nous contribuerons déjà au redressement. En choisissant de voter aux élections européennes, c'est-à-dire en faisant un choix et non en poussant un cri, nous marquerons notre préférence pour un modèle de société, notre engagement à le défendre et le promouvoir, notre appétit pour l'avenir. Nous prendrons alors conscience de la chance exceptionnelle que nous avons de vivre et travailler sur un continent privilégié. Haut les cœurs !

● **Jean-Dominique Giuliani**

« En nous comparant aux autres continents, peut-être accepterons-nous de délaisser ce pessimisme qui nous ronge »

Carte interactive, listes par pays, rôle du parlement, etc. : site de la Fondation Robert Schuman



http://elections-europeennes.robert-schuman.eu/

L'Europe de l'euro doit se politiser

Polyglotte, Sylvie Goulard fait partie des eurodéputés français les plus influents et assidus au Parlement européen où elle préside l'intergroupe de lutte contre l'extrême pauvreté et siège à la commission en charge des affaires économiques et monétaires. Membre du MoDem, elle vient de fonder le Groupe Eiffel qui rassemble, au-delà des partis, des Européens convaincus que l'Europe de l'euro doit se politiser et devenir la locomotive de l'Europe des 28. Pour *Responsables*, elle livre les prémices de son projet.



Photo Union européenne

Conseillère de Romano Prodi de 2001 à 2004, députée européenne du MoDem depuis 2009 et auteure de livres sur la construction européenne, Sylvie Goulard est tête de liste Alternative pour le Sud-Est

Chacun attendait de l'Union économique et monétaire qu'elle apporte la prospérité et améliore les conditions de vie et d'emploi des Européens, en prélude à un rapprochement politique. Ses défauts de conception, et de nombreuses erreurs de pilotage, nationales et européennes, qu'il ne faut pas nier, ont conduit les Européens à perdre confiance.

L'illusion du repli

Dans ce contexte, certains proposent des solutions radicales : sortie de l'euro, fermeture des frontières, abandon de la libre circulation. Ils sous-estiment les risques du repli, pour nos économies et nos sociétés, dans le monde de 2014. Ils propagent une vision de l'identité qui contredit à la fois l'universalité des valeurs chrétiennes et la conception traditionnelle, ouverte, de la Nation française.

Les gouvernements et les institutions européennes s'en tiennent à une gestion « au fil de l'eau ». Ils ont pris dans la crise, plusieurs décisions majeures sur les budgets publics ou les banques, mais en tenant les peuples à l'écart, ils contribuent à aggraver la méfiance.

Un véritable saut qualitatif

Une nouvelle étape doit être franchie. Un petit groupe pluraliste né à mon initiative (www.groupe-eiffel.eu) a rendu publique, le 14 février dernier, une proposition constructive : bâtir une Communauté politique, démocratique, à partir de l'euro, conçue comme un projet destiné à unir les hommes et non comme une fin en soi.

Sans remettre en cause l'engagement

« Certains propagent une vision de l'identité qui contredit à la fois l'universalité des valeurs chrétiennes et la conception traditionnelle, ouverte, de la Nation française »

mutuel de saine gestion des finances publiques, ni les efforts de réforme en cours, la Communauté de l'euro serait dotée de nouveaux instruments destinés à stabiliser la monnaie, par exemple par l'octroi, au niveau européen, d'allocations chômage. Elle mènerait des politiques encourageant la mobilité, accompagnées d'une harmonisation partielle des marchés du travail.
La lutte contre les inégalités et l'exclusion, la valorisation du capital humain par l'éducation, la formation et l'innovation seraient au cœur de ses ambitions. Une conception extensive de la « subsidiarité » a trop souvent conduit à faire passer au second plan l'existence de droits reconnus à tous les citoyens européens. La dignité de la personne humaine est le premier d'entre eux, avec la préservation de l'environnement et la qualité de la vie. Cette Communauté aurait vocation à exercer une représentation externe, économique d'abord, mais aussi diplomatique voire de défense.

Des exigences démocratiques « à l'allemande »

La Communauté de l'euro devrait offrir des garanties démocratiques correspondant aux standards les plus élevés. Les Allemands peuvent être légitimement fiers d'avoir édifié, depuis 1949, une démocratie et un État de droit exemplaires. Après l'histoire tourmentée du 20ème siècle, c'est un progrès pour tout le continent. Toutefois, leur Cour constitutionnelle et leur Parlement ne peuvent durablement jouer le rôle qu'ils ont pris dans la crise.

À Bruxelles, plus de démocratie

Un exécutif distinct des organes nationaux, resserré, devrait être mis en place, à l'issue de l'élection d'une assemblée par tous les Européens concernés. Le « gouvernement économique » cher aux partis français de tous bords, désigné et non élu, reste en deçà des attentes. L'assemblée serait chargée de contrôler l'exécutif en continu et le cas échéant, de le censurer. Disposant d'un budget autonome, financé par des ressources propres, cet exécutif jouirait d'un pouvoir discrétionnaire et veillerait au respect, par les gouvernements nationaux, des engagements mutuels, sous le contrôle du juge. Ce serait plus démocratique que les pouvoirs donnés subrepticement à la Commission européenne actuelle.
Les Parlements nationaux continueraient d'exercer principalement le contrôle des gouvernements nationaux. Le contrôle démocratique européen serait effectué au niveau européen, par l'assemblée.

« Disposant d'un budget autonome, financé par des ressources propres, cet exécutif jouirait d'un pouvoir discrétionnaire et veillerait au respect, par les gouvernements nationaux, des engagements mutuels »

Une Europe plus souple…

Notre souhait est de faire cohabiter, de manière aussi harmonieuse que possible, la Communauté politique de l'euro et l'Union Européenne à 28, dont la raison d'être ne disparaît pas, ce qui exigera des ajustements, bien sûr. Mais d'ici quelques années, le panorama pourrait bien être profondément modifié : seuls le Royaume-Uni et le Danemark ont une dérogation concernant la monnaie, sans qu'on sache, à ce stade, à quoi aboutira la promesse de référendum de David Cameron. Tous les autres, notamment la Pologne, se sont engagés à adopter l'euro. En outre, la conclusion éventuelle d'un accord de libre échange avec les États-Unis pourrait modifier la notion de marché intérieur.

… cohabitant harmonieusement

A terme, la naissance d'une Communauté de l'euro appelle un nouveau traité dont les modalités de ratification devraient être fixées en amont, les conséquences d'un rejet pesant sur le pays qui l'exprime, pas sur les parte-

naires volontaires. Une double négociation est envisageable : celle d'un traité entre pays désireux de participer à la Communauté politique de l'euro et celle des 28 pour réformer l'UE.
Ce n'est pas un « grand saut » dans l'inconnu mais une immense avancée démocratique. Si le cap est clair, et assorti d'un calendrier précis et respecté, ce serait déjà un progrès. L'entreprise devrait être préparée soigneusement à traité constant, en améliorant notamment la situation économique et sociale.

● **Sylvie Goulard**

« Les gouvernements et les institutions européennes ont pris, dans la crise, plusieurs décisions majeures sur les budgets publics ou les banques, mais en tenant les peuples à l'écart, ils contribuent à aggraver la méfiance »



Pour Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, président de la commission des lois du Sénat, il faut « se battre pour plus d'Europe »

« Dans *Notre Jeunesse*, Charles Péguy reprochait à nombre de ses adversaires d'avoir " un poil de chien battu ", c'est-à-dire d'être persuadés de la défaite avant même d'avoir mené la bataille… Un tel écueil nous guette pour les prochaines élections européennes et favorise les extrémismes. Cette posture, alliant désintérêt, fatalisme et méconnaissance du rôle de l'Union européenne, constitue une erreur majeure. Je récuse ce défaitisme ! Je suis intimement persuadé que l'Europe est notre principal atout pour le futur.

Nous sommes entrés dans un rapport de force entre continents et sous-continents (Chine, Inde, Amérique du nord…). Si l'Europe ne continue pas à se fortifier, les pays qui la composent sont condamnés à un relatif déclin. Je suis convaincu qu'il faut plus d'Europe pour peser dans ce monde en évolution tout en respectant l'identité de chaque État membre. Pour cela, quatre priorités doivent être fixées : travailler à la construction d'une Europe politique, affirmer sa présence économique et bancaire, imposer la régulation des marchés et définir des règles douanières communes. L'emploi est lui-même un enjeu majeur.

L'Europe doit aussi davantage exister sur la scène internationale. Voir la France agir seule en Afrique, alors qu'aucun pays européen ne peut rester passif devant la montée des terrorismes ou devant les risques de génocides est un non-sens. Il faut se battre pour plus d'Europe ! Consentir au fatalisme, accepter d'avance la montée des extrêmes est une faute grave : politique et morale. Il faut se ressaisir. Ne pas vivre avec les peurs, mais vivre avec espérance et engagements. Ne détruisons pas tout ce que ceux qui nous ont précédés ont patiemment construit. »

Propos recueillis par Dominique Semont

Notre ambition pour une autre stratégie

Sollicitée par *Responsables*, Catherine Trautmann, actuellement présidente de la délégation socialiste au Parlement européen où elle siège pour la première fois en 1989, plusieurs fois maire de Strasbourg entre 1989 et 2001, ancienne ministre, a répondu avec la combativité d'une femme politique engagée, défendant l'idéal européen de sa formation : pour une Europe protectrice, solidaire et régulatrice, prônant une alternative à l'austérité.

Raviver le désir d'Europe ! Voilà exactement l'objectif auquel nous, eurodéputés socialistes, voulons aboutir. Tout au long de cette mandature, la délégation socialiste française n'a cessé de développer une stratégie et des initiatives politiques fortes pour conserver rôle et influence au sein du Parlement européen. Nous avons défendu un scénario alternatif pour l'avenir de l'Union européenne en réponse aux citoyens qui nous demandent que l'Europe conduise des politiques durables au service de la sortie de crise.

Fragile, l'Europe doit être solidaire

Notre objectif était et reste de construire une Europe sociale, proche des citoyens, solidaire et démocratique, une Europe synonyme de croissance, par l'investissement et la relance industrielle, en faveur de l'emploi, prônant l'éducation et la recherche. D'autres fils rouges nous ont guidés durant cette législature : une meilleure qualité de l'environnement, une protection accrue des consommateurs et des libertés fondamentales des citoyens, des programmes jeunesse renforcés, une culture européenne pour tous.

D'abord vécues au plan national, les crises de l'euro et des dettes publiques sont également perçues comme étant européennes. Elles ont provoqué une prise de conscience : l'Union européenne reste fragile et le manque de solidarité peut lui être fatal.

« Notre objectif était et reste de construire une Europe sociale, proche des citoyens, solidaire et démocratique »

Lors des élections européennes de 2009, les électeurs ont choisi une majorité conservatrice et libérale plutôt que sociale-démocrate, ils ont eu les politiques d'austérité sans l'investissement nécessaire pour répondre aux difficultés nées du contexte de crises sociale, économique et financière. Notre volonté de ré-orientation de l'Europe est difficile, car le changement en Europe suppose que de nouvelles majorités politiques émergent sur une grande partie du continent à l'occasion des élections européennes.

Malgré tout, nous n'avons cessé de lutter pour une relance économique et sociale pour sortir de la crise dont l'un des symboles est le Fond Européen de l'Aide aux plus Démunis (FEAD) qui permet de contribuer au financement des associations d'aide alimentaire. Aujourd'hui en Europe, 80 millions de personnes subissent la précarité. Alors que cette initiative était condamnée en 2013, nous l'avons non seulement maintenue mais également dotée d'un milliard supplémentaire obtenu par le Parlement européen après un combat difficile. Aujourd'hui plus que jamais, l'Europe doit être solidaire et égalitaire.

La politique industrielle, pivot de la relance

La relance économique et sociale passe aussi et avant tout par une politique industrielle ambitieuse bâtie autour de plusieurs axes. L'emploi doit en être un atout et non pas constituer une variable d'ajustement. De même, le salaire ne peut être le seul facteur dans l'évaluation de la compétitivité. Nous devons faire la démonstration que l'innovation sociale et l'innovation technologique sont compatibles. Ainsi, la politique industrielle doit être centrée sur le développement du potentiel d'innovation du tissu industriel européen et le soutien aux PME en mettant l'accent sur les notions de durabilité et d'efficacité des ressources. La localisation de l'emploi doit aussi être prise en compte. Nous faisons le choix d'un marché financier régulé, nous partageons la volonté de consolider le marché unique, mais pas au prix du marché du travail inéquitable et soumis à un dumping social. Le renforcement du dialogue social est indispensable pour pouvoir anticiper les restructurations, pour planifier la formation nécessaire des travailleurs qui permettra de faire face à la crise et aux changements technologiques.

Contre le dumping social : renforcer la législation

A travail égal, droits égaux ! Cela passe aussi par la révision de la directive détachement des travailleurs. Une concurrence équitable doit être au cœur même du marché unique, pour protéger non seulement les travailleurs, mais aussi les petites et moyennes entreprises, qui constituent le principal moteur de la création d'emplois en Europe.

La Directive sur le détachement des travailleurs est aujourd'hui utilisée comme un instrument nuisant aux travailleurs et aux conditions de travail dans les États hôtes. Il faut en revenir à son rôle original de garantie du plein respect de l'égalité des droits, notamment en sauvegardant l'autonomie des partenaires sociaux et en particulier le droit fondamental de la négociation et de l'action collective. Les lacunes et défauts actuels de la directive empêchent les syndicats et États membres d'assurer l'égalité de traitement des travailleurs détachés. Durant de nombreuses années, notre Groupe a exigé une révision de la directive et s'est heurté au refus de José Manuel Barroso.

« Les crises de l'euro et des dettes publiques ont provoqué une prise de conscience : l'Union européenne reste fragile et le manque de solidarité peut lui être fatal »



DR

Eurodéputée, élue locale, ministre du gouvernement Jospin, Catherine Trautmann est en 2è position sur la liste Grand-Est pour les prochaines élections européennes

« Nous faisons le choix d'un marché financier régulé, nous partageons la volonté de consolider le marché unique, mais pas au prix du marché du travail soumis à un dumping social »

Aujourd'hui, seule la Directive d'application est à l'ordre du jour. Celle-ci doit renforcer la protection des travailleurs détachés et leurs droits, clarifier les règles et obligations selon lesquelles les compagnies peuvent détacher des travailleurs d'autres États membres et prévenir les abus. Nous exigeons en particulier que les États membres aient la possibilité d'imposer toute mesure de contrôle qu'ils estimeraient nécessaire pour combattre la fraude et le contournement des règles. Nous exigeons également un système contraignant de responsabilités conjointes et solidaires qui devront couvrir l'ensemble de la chaîne des sous-traitants et l'ensemble des secteurs. Finalement, les règles du pays hôte ou les règles les plus favorables au travailleur devraient être d'application pour tous les cas non couverts par la Directive.

Un vote déterminant

Notre détermination et notre travail nous ont permis d'arracher des avancées, alors même que les progressistes restent minoritaires en Europe. Si l'Europe est en si mauvais état, la droite européenne avec Monsieur Barroso à sa tête, en est comptable. Les élections européennes de mai seront l'occasion unique pour les Européens de se prononcer sur l'Europe qu'ils veulent : protectrice et régulatrice, placée sous le signe du progrès social, de la croissance et de l'emploi. Ou bien des politiques d'austérité placées sous le signe du moins-disant social, de la course au dumping et à la concurrence qui nivelle par le bas les droits des Européens. Le futur Président de la Commission émanera de la majorité issue des urnes : cela donne pleinement sens à notre vote.

● **Catherine Trautmann**

« Nous devons faire la démonstration que l'innovation sociale et l'innovation technologique sont compatibles »

Élections, mode d'emploi

Un scrutin à la proportionnelle :

• **Du 22 au 25 mai 2014**, 388 millions d'électeurs européens choisiront les 751 représentants qui siègeront au Parlement européen pendant cinq ans. En France, les élections européennes auront lieu le dimanche 25 mai.

• **Depuis 2003**, le territoire français est découpé en huit circonscriptions électorales, et non plus une seule circonscription nationale. Ces huit circonscriptions interrégionales sont appelées Nord-Ouest, Ouest, Est, Sud-Ouest, Sud-Est, Massif central-Centre, Île-de-France et Outre-Mer.

• **L'élection a lieu à la représentation proportionnelle à un tour**, suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. Les sièges (74 eurodéputés français) sont répartis entre les listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés. Ils sont attribués selon l'ordre de présentation sur la liste.

Les partis qui se présentent en France

(cliquer sur ce lien pour consulter la liste interactive)

- Union pour un mouvement populaire (UMP)
- Europe Ecologie / Les Verts (EELV)
- Parti socialiste (PS)
- Union des Démocrates et Indépendants (UDI)
- Mouvement démocrate (Modem)
- Front de gauche (FG)
- Front national (FN)
- Partitu di a Nazione Corsa (PNC)
- Citoyenneté Action Participation pour le 21ème siècle (Cap 21)
- Liste « Alliance des Outre-mers »
- Mouvement pour la France (MPF)
- Parti radical de gauche (PRG)
- Alliance centriste
- Debout la République
- Force Vie

Il faut rapprocher l'Europe de ses citoyens !

« La crise que nous traversons montre à l'évidence que l'Union européenne peut être une réponse aux nouveaux besoins de nos sociétés. Qu'ils soient économiques, financiers, écologiques, de défense et de sécurité ». Telle est la conviction de Jeanne-Françoise Hutin qui anime et préside la *Maison de l'Europe* de Rennes. Cinq questions en direct.

● Responsables
Vous avez fondé, il y a 12 ans, avec des amis, la *Maison de l'Europe* de Rennes. Quel est son projet ?

Jeanne-Françoise Hutin. En 2001, l'Union européenne faisait des pas de géant : adoption d'une charte des droits fondamentaux, de l'euro et réunification de l'Europe ! Une période enthousiasmante ! Beaucoup de nos concitoyens cherchaient à comprendre ce qui se passait. Notre objectif hier comme aujourd'hui reste le même : faire mieux comprendre le projet européen qui ne cesse d'évoluer et pourquoi… A Rennes, dans toute l'Ille-et-Vilaine et sur une partie du Morbihan et des Côtes d'Armor, un territoire nommé « Haute-Bretagne », se sont développées seize antennes en lien avec les collectivités territoriales et le tissu associatif. Le siège rennais et ses antennes accueillent le grand public (soit près de 2500 personnes par an) en organisant toutes sortes d'activités à visée informative et pédagogique (une centaine par an en moyenne). Notre démarche reste depuis le premier jour d'aller au-devant de nos concitoyens, qu'ils soient élus, enseignants, simples citoyens, commerçants, jeunes en recherche d'emploi, scolaires ou étudiants, administrateurs de banques mutualistes ou encore notaires, pour comprendre leurs demandes, leurs interrogations et établir un dialogue.

● Responsables
Quelles sont les demandes majeures ?

J.-F. H. Nous découvrons chaque jour davantage que nos concitoyens, avant d'aller plus loin dans leurs prises de position, ont besoin de chercher les informations, de poser leurs questions, de dire ce qu'ils ont compris,

Tout sur *Les Maisons de l'Europe* !

EUNET regroupe près de 60 structures qui, comme nos *Maisons de l'Europe* françaises, cherchent à faire comprendre le projet européen sur l'ensemble du territoire européen. En France on compte 36 *Maisons de l'Europe*, structures associatives à but non lucratif, réunies en une Fédération la FFME dont la présidente est Catherine Lalumière, ancien ministre des Affaires européennes sous la présidence de François Mitterrand. Son siège est à Paris, 35 Rue des Francs-Bourgeois. La FFME organise une Université par an. La dernière s'est tenue en novembre 2013 à Strasbourg avec pour thème « Remettre le citoyen au cœur du projet européen ».

« Notre objectif hier comme aujourd'hui reste le même : faire mieux comprendre le projet européen qui ne cesse d'évoluer et pourquoi… »

« A l'issue d'un concours organisé par notre Maison de l'Europe, les jeunes ont formulé une proposition de loi européenne nouvelle qui réponde à leurs envies d'Europe »



DR

Jeanne-Françoise Hutin est aussi secrétaire générale de la Fédération française des Maisons de l'Europe et Présidente de l'Antenne de Bretagne des Semaines Sociales de France.

et surtout d'échanger avec des personnes qui ont le temps d'apporter des réponses précises. Ils cherchent des arguments pour justifier leurs convictions, des outils pour organiser des activités (voyage, débat, cours), mais aussi pour obtenir des subventions… Voilà le plus important ! Lieu d'écoute, nous sommes aussi force de proposition. Nous organisons des colloques liés à l'actualité (en 2013, « La Recherche, un levier pour l'avenir ! »), des cycles de conférences pour approfondir une politique souvent mal comprise (en 2013, « le marché unique et l'économie sociale de marché »), des cafés débats pour donner la parole à des petits groupes, des formations pour des adultes afin d'aider aux prises de décisions (sur la PAC, les travailleurs étrangers, les politiques de migration, la Stratégie EU 2020, Erasmus, etc.) .

Responsables
Bien connaître son député européen, ses projets, ses actions, est-ce possible ? Comment participez-vous à ce challenge délicat ?

J.-F. H. Nous organisons des rencontres en vue de faire comprendre l'importance du Parlement européen au public le plus large possible : les jeunes, avec un concours s'adressant aux 16-30 ans, de milieux et de situations différentes, qui leur demande de formuler une proposition de loi européenne nouvelle qui réponde à leurs envies d'Europe ; les milieux scolaires, associatifs, sous forme de cafés européens et de la participation à des « causeries » par petits groupes ou structures. Pour le grand public, nous privilégions les rencontres avec les députés sortants, puis avec les candidats, et des tables rondes sur les objectifs chiffrés à atteindre en 2020 (lutte contre la pauvreté, formation, emploi, développement durable et recherche). La publication de brochures, par exemple sur « le Parlement européen et les défis qu'il a à relever », la participation à des émissions radio et la publication d'articles dans des revues municipales font aussi partie de nos moyens d'action.

Responsables
Pourquoi vous investissez-vous dans cette action ? Quelles sont vos convictions à ce jour ?

J.-F. H. La question est essentielle, pour qui ne veut pas se perdre dans les méandres politiciens… Nous pensons que l'Union européenne a un objectif à la fois simple et extraordinaire : essayer de trouver le moyen de vivre ensemble dans le respect des cultures mutuelles et des personnes, des peuples qui ont une mémoire douloureuse, et de notre charte des droits fondamentaux. L'Union européenne a inventé un nouveau mode de gouvernance, qui doit se perfectionner certes, mais qui présente un fonctionnement démocratique de haut niveau, jamais atteint ailleurs dans le monde.
Ce projet est en cours de construction depuis plus de 60 ans. Il doit continuer à se développer pour s'adapter

au monde qui se transforme en permanence. Il essaie d'être la réponse aux évolutions subies ou voulues de nos sociétés.

●

Responsables
Quels obstacles rencontrez-vous ?

J.-F. H. Sur le fond, le principal vient du désintérêt envers l'Union européenne qui ne provoque que rarement de l'enthousiasme ! De plus, la plupart des politiques et des responsables n'osent pas parler de l'Europe de peur de s'attirer les foudres ou le mépris d'une partie de leurs électeurs ou mandants, sur leurs extrêmes… Il y a aussi des lacunes dans l'organisation de notre Union européenne qui n'étaient pas trop visibles lorsque tout allait pour le mieux mais qui, au moment des difficultés (travailleurs déplacés, migrants, gestion de l'euro, règles financières communes, etc.), se révèlent mortifères !

● **PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE CASTILLON**

Des citoyens se mobilisent et mobilisent en faveur de l'Europe

Parce qu'il croit « à l'avenir d'une Europe unie » et craint la victoire des europhobes, Claude Bardot, cadre dirigeant à la retraite, par ailleurs accompagnateur d'une équipe MCC, a eu l'idée de sensibiliser ses connaissances par la création d'un blog et l'envoi d'une newsletter. Se saisissant d'un sujet de l'actualité européenne, il y expose ses arguments affûtés, immanquablement pro-européens… Ses derniers cris d'alarme ? La question de la politique extérieure de l'Union ou celle de l'immigration. Pour lui, « si chaque État agit de son côté, il en résultera un dumping migratoire, chacun renvoyant chez le voisin les immigrés non souhaités. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, une politique européenne coordonnée, équilibrée, est la seule à même de résoudre le problème ». Vous êtes intéressé ? Inscrivez-vous via son blog.

Regard indien

« En Inde, l'UE apparaît comme une puissance politique et économique semblable aux États-Unis : l'euro est désormais plus cher que le dollar, de nombreuses banques européennes s'installent dans toutes les villes de l'Inde. De plus en plus d'étudiants indiens se rendent en Europe, spécialement pour la recherche en sciences, en raison de l'augmentation des bourses offertes. En pratique, après quelques mois en France, je constate que je peux voyager dans la plupart des pays de l'UE grâce au visa Schengen, sans avoir à changer de l'argent. Je remarque aussi le drapeau aux 12 étoiles qui flotte partout sur les bâtiments officiels... L'UE n'offre pas seulement l'intégration économique. Elle vise la croissance globale des pays membres : en donnant la priorité à la paix, la sécurité, la liberté, l'éducation, la communication, la facilité de déplacement, la recherche en science et technologie, l'emploi, le progrès social, la protection de l'environnement et la justice sociale. Si je comprends bien, la famille européenne se rassemble pour marcher, dans la paix, sur la voie du développement intégral. »

SUDHAKAR, JÉSUITE, ANDHRA PRADESH, INDE

Paroles d'étudiants étrangers

***Responsables* a voulu interroger des étudiants étrangers vivant en France et ainsi connaître leurs motivations pour se former en Europe. Par l'entremise de la communauté des étudiants catholiques de Sciences-Po et d'Amélie Gravier, l'une de ses dynamiques membres, trois d'entre eux ont accepté de se prêter au jeu de nos questions, dans un français irréprochable faut-il le souligner. Merci à eux et bonne chance ici et ailleurs !**

● **Responsables**

Vous venez, les uns et les autres, des quatre coins du monde. Pouvez-vous vous présenter brièvement : vos origines, votre formation ?

Ioana-Liane Georgescu. J'ai 24 ans et je suis née à Bucarest en Roumanie. J'ai fait toutes mes études pré-universitaires dans ma ville natale. Après le bac, je suis partie pendant quatre années aux États-Unis pour faire des études de licence en économie et relations internationales. En troisième année, m'intéressant aux questions liées au développement et voulant les étudier de plus près, j'ai choisi de faire un échange d'études au Sénégal pendant un semestre.

Bernardo Jativa. Je suis un étudiant en échange à l'Institut d'études politiques de Paris pour un semestre, venant de l'Université de Richmond en Virginie (USA) où je me spécialise en économie et commerce international. Ma nationalité est équatorienne et suis âgé de 20 ans. Grâce au métier de diplomate que mon père exerce, j'ai eu le privilège de vivre dans quatre pays différents : la France, la Suède, les États-Unis et l'Équateur.

Louise Petersen. Je suis née en Suède il y a 23 ans mais j'ai pu profiter de plusieurs opportunités de vivre à l'étranger. Après mes études secondaires, j'ai passé un an à Paris pour apprendre le français. À l'université, j'ai suivi des études en économie, avec une orientation en économie internationale et intégration européenne. J'ai fait mon semestre Erasmus à l'Université Paris Dauphine et avant de commencer un master à Stockholm, j'ai fait un an de stage à Bruxelles. D'abord, j'ai travaillé pour la Représentation permanente de la Suède auprès de l'Union européenne, puis pour un membre suédois du Parlement européen.

« Les étudiants roumains sont motivés par la possibilité de gagner des salaires plus attractifs : qui leur permettent de mener une vie meilleure à l'étranger ou d'investir dans leur pays natal »

● **Responsables**

Vous êtes étudiants à Sciences-Po ou à Paris-Dauphine. Pourquoi avoir choisi une école en Europe pour compléter vos études ?

I.-L. Georgescu. Une fois ma licence achevée, j'ai décidé de revenir en Europe principalement pour être plus près de ma famille et de mes lieux d'origine, mais aussi parce que je voulais mieux comprendre l'historique ainsi que la situation actuelle des relations entre les pays européens et les pays africains, leur impact sur le développement des pays sub-sahariens.

DR


Ioana-Liane Georgescu, Roumanie


Louise Petersen, Suède


Bernardo Jativa, Équateur

Le séjour en France m'a aussi permis de mieux comprendre ma propre culture, étant donné que les intellectuels et artistes roumains ont été très influencés à certaines époques par les idées véhiculées par la culture française.

B. Jativa. Ma décision d'intégrer Sciences-Po est motivée par des raisons académiques, culturelles et familiales. Le niveau d'enseignement rigoureux combiné avec une formation à la structuration des idées et à la méthodologie de présentation en vue d'approfondir ma réflexion sur des sujets d'actualité était très attirant. Les opportunités d'épanouissement, à travers les rencontres interpersonnelles et les tentatives de comprendre un patrimoine historique, artistique et religieux très riche, ont renforcé le choix de poursuivre mes études à Paris, outre le fait de pouvoir rejoindre mes parents.

L. Petersen. J'ai choisi d'étudier en Europe pour plusieurs raisons. Premièrement, c'était le choix évident vu mes origines suédoises. Deuxièmement, le système d'éducation permet d'étudier sans payer d'énormes sommes comme par exemple aux Etats-Unis. Ceci est une manifestation importante des valeurs européennes pour moi : donner la chance à toute personne, malgré le statut socio-économique de sa famille, de réaliser ses rêves. Ensuite, la possibilité de faire un semestre d'échange ou un stage dans un autre pays européen est encouragée grâce aux nombreux programmes de l'UE tel Erasmus.

●
Responsables
Quels sont, pour vous, les atouts de l'Europe vus depuis votre pays ou ensemble régional d'origine ?
I.-L. Georgescu. Notre pays ayant été fermé pendant des décennies, les Roumains apprécient beaucoup la liberté de mouvement accordée par l'Union européenne. Ils entendent l'utiliser pour accéder à des études ou obtenir des formations de meilleure qualité que celles offertes en Roumanie, à des fins récréatives aussi à travers des séjours touristiques. Ils sont également motivés par la possibilité de gagner des salaires plus attractifs qui leur permettent de mener une vie meilleure à l'étranger ou d'économiser pour construire une maison et parfois même d'investir dans leur pays natal.

B. Jativa. Les atouts de l'Europe vus depuis l'Équateur sont nombreux, car le projet européen de pacification et réconciliation depuis les années 1950 à travers l'échange économique, la coopération politique et le dialogue culturel peut aider l'Amérique latine dans la concrétisation des processus d'intégration régionale UNASUR et CELAC en encourageant l'unité dans la diversité. L'Europe reste aujourd'hui

« L'Europe reste un modèle pour la promotion de la dignité humaine, la protection sociale, la compétitivité entrepreneuriale et le développement de ses membres, notamment les plus périphériques »

un modèle pour la promotion de la dignité humaine, la protection sociale, la compétitivité entrepreneuriale et le développement de ses membres, notamment les plus périphériques.

L. Petersen. Pour moi, les atouts de l'Europe sont énormes. Pour commencer, il faut mentionner les avantages économiques de faire partie d'un marché de 500 millions de consommateurs avec la liberté de mouvement des personnes, capitaux, biens et services. J'espère que les jeunes de ma génération vont plus saisir l'opportunité de vivre dans un autre pays en Europe. Ensuite, je pense que l'UE en tant que projet politique est un accomplissement unique, avec de grandes possibilités d'être une force pour la paix, la démocratie, le libre échange et la lutte pour l'environnement dans un contexte global.

● **Propos recueillis par Amélie Gravier**

Entreprises : conjuguer nos forces entre Européens

« L'Europe, c'est d'abord une réalité géographique : sur une surface équivalente à la moitié de celle de la Chine ou des États-Unis cohabite une bonne trentaine de pays souverains. Dans notre monde globalisé, ce morcellement est une faiblesse. Depuis 60 ans, l'intégration progressive de la plupart de ces pays au sein de l'Union européenne - avec la motivation initiale de la paix, qu'il ne faut jamais oublier - a permis de gommer une bonne partie de ce handicap dans sa dimension économique : la réduction du nombre de devises et des risques de change associés, la libre circulation des personnes et des marchandises ont simplifié - donc rendu plus rapides et plus économiques - les flux commerciaux au sein de l'UE. C'est un avantage important pour les entreprises européennes.

L'Europe, c'est aussi une proximité culturelle que l'on mesure vraiment en travaillant avec des Chinois ou même des Américains. J'ai souvent remarqué que dans des réunions professionnelles auxquelles des représentants du monde entier participaient, les Européens partageaient des vues très proches, se retrouvaient entre eux aux pauses, etc… L'habitude d'être en contact avec des pays voisins mais différents, nous prépare, à moindre effort, à travailler avec des cultures plus lointaines. C'est un atout, particulièrement vis-à-vis des Américains dont beaucoup ont du mal à appréhender ces différences. Bien que proches, les cultures européennes ont chacune leur particularités. Pour les entreprises, essayer de bénéficier de leurs points forts respectifs est un enjeu majeur. Elles l'ont bien compris puisque de nombreuses formations interculturelles sont organisées. Ainsi, dans mon entreprise franco-allemande nous essayons de conjuguer la rigueur germanique et la souplesse française. Ce n'est pas toujours facile, mais c'est la condition pour utiliser au mieux les ressources de la société.

Cette mise en commun des points forts de chacun, je la vois peu au niveau de la politique européenne. Elle serait pourtant nécessaire pour peser réellement dans le monde et promouvoir notre modèle de dialogue. Le renfort de l'intégration politique européenne pour compléter l'intégration économique sera pour moi un axe d'analyse important pour le choix de mon vote le 25 mai prochain ».

Jérôme Krieg, directeur Supply Chain dans l'industrie électronique

La jeunesse chrétienne a besoin d'une conscience européenne

Chaque fin d'année depuis 35 ans, la communauté de Taizé anime un « pèlerinage de confiance sur la terre » : des jeunes de toute l'Europe se retrouvent pour cinq jours de prière et de partage dans une grande ville du continent. En décembre 2013, la dernière étape de ce fil ininterrompu de rencontres les a conduits à Strasbourg, ville carrefour qui a vécu dans son histoire les déchirements du continent, aujourd'hui symbole de la réconciliation franco-allemande et de la construction européenne. Frère Alois, prieur de Taizé, explique comment vie intérieure et solidarité humaine vont de pair.

Ce qui frappe dans ces rencontres, c'est le désir qu'ont tant de jeunes de se retrouver joyeusement, de prier ensemble, et de puiser dans leur foi l'élan pour dépasser des frontières. Ces occasions de relations personnelles les aident à acquérir une véritable conscience européenne. L'hospitalité de ceux qui les reçoivent est un geste qui touche les cœurs. Que des familles ouvrent leurs portes à des jeunes qu'elles ne connaissent pas, dont elles ne parlent peut-être pas la langue, dans une période où l'on a souvent peur des étrangers, n'est pas sans conséquence.

Apprendre à se connaître

De tels rassemblements internationaux contribuent à faire tomber les murs entre peuples, les peurs et les préjugés à l'égard de celui qui vient d'ailleurs. Le travail des institutions est essentiel, mais sans des contacts de personne à personne, l'Europe peine à se construire.

« Ces rassemblements internationaux contribuent à faire tomber les murs entre peuples, les peurs et les préjugés à l'égard de celui qui vient d'ailleurs »



DR

Catholique d'origine allemande, de nationalité française depuis 1984, Frère Alois est devenu prieur de la communauté œcuménique de Taizé à la mort tragique de Frère Roger en 2005

Si la paix en Europe occidentale paraît être un acquis, n'oublions pas que ce n'était pas le cas il y a quelques décennies. Frère Roger a fondé notre communauté en 1940, en plein conflit mondial. Le déchaînement de la violence tout au

long des décennies précédentes était pour lui incompréhensible, le fait que ce soient des nations marquées par les valeurs chrétiennes qui se haïssaient ainsi ajoutant encore au scandale.

Mondialisation de la solidarité

Entre l'Est et l'Ouest, s'il n'y a plus de Mur, il existe encore des murs dans les consciences. De nombreux jeunes pourtant voudraient une Europe plus ouverte et plus fraternelle. Aujourd'hui, ce sont en particulier les jeunes de l'Ukraine qui nous le rappellent. Leur pays est comme un pont entre l'Est et l'Ouest. Ils n'ont jamais participé aussi nombreux à nos rencontres que ces deux dernières années. Leur présence nous engage : ils nous font découvrir que tant d'aspirations et tant de questions sont communes d'un bout à l'autre du continent.

D'autre part, beaucoup de jeunes soulignent que l'Europe a une responsabilité qui la dépasse. Pour eux, l'intégration européenne ne trouve tout son sens que si l'Europe se montre solidaire avec les autres continents et les peuples les plus pauvres. Ils demandent qu'à la mondialisation de l'économie soit associée une mondialisation de la solidarité. Ils attendent de la part des pays riches davantage de générosité, s'exprimant à la fois par des investissements dans les pays en développement qui soient vraiment en faveur d'une plus grande justice, et par un accueil digne et responsable offert aux immigrés de ces pays.

Conjurer le passé pour envisager l'avenir

Il y a certaines similitudes entre la construction européenne et la recherche de la réconciliation des chrétiens. Bâtir une Europe fraternelle n'implique pas d'abandonner les spécificités de chaque peuple ou de chaque région, mais de réaliser un partage des dons dans le respect de la diversité. Il est indispensable d'apprendre à mieux se connaître, comme le font des milliers de jeunes qui partent à l'étranger pour un semestre d'études ou un temps de volontariat. Des initiatives comme celle d'un service civique européen peuvent permettre d'approfondir une connaissance mutuelle.

Les blessures de l'histoire laissent des traces profondes et marquent les mentalités. Pour prendre leur part à une guérison, les jeunes ont une possibilité : se refuser à transmettre à la prochaine génération les rancœurs et les amertumes parfois encore vives. Il ne s'agit pas d'oublier un passé douloureux, mais d'interrompre la chaîne qui fait perdurer les ressentiments et par là de guérir peu à peu la mémoire par le pardon. Sans pardon, il n'y a pas d'avenir pour les sociétés.

À Taizé, semaine après semaine, les rencontres internationales qui rassemblent des milliers de jeunes sont marquées par cette intuition : la vie intérieure et la solidarité humaine vont de pair, ou encore, selon les mots du théologien orthodoxe Olivier Clément, « il n'y a rien de plus responsable que de prier ». Puisse cette conviction grandir dans le cœur de nombreux jeunes Européens pour leur donner de devenir, par leur vie, porteurs de paix et de réconciliation, dans la conscience que tous nous appartenons, au-delà de nos différences, à une seule famille humaine.

● Frère Alois


Fotolia

« Les jeunes de l'Ukraine nous font découvrir que tant d'aspirations et tant de questions sont communes d'un bout à l'autre du continent »

« Vie intérieure et la solidarité humaine vont de pair. " Il n'y a rien de plus responsable que de prier " selon le théologien orthodoxe Olivier Clément »



Rassemblement de Taizé : quatre jours avec Luka et Tomas

« Nous avons reçu deux jeunes Croates de 20 ans, venus de Split pour participer aux rencontres de Taizé à Strasbourg du 28 décembre au 1er janvier derniers : Luka poursuit des études pour devenir professeur en éducation physique, Tomas quant à lui, souhaite devenir capitaine de bateau. Passés les premiers moments d'appréhension où nous nous sommes demandé si nous allions réussir à communiquer, nous avons rapidement pu apprécier leur discrétion, leur gentillesse et… leur connaissance de l'anglais. Nous avons partagé d'agréables moments en leur compagnie qui nous ont permis d'en apprendre un peu plus sur la vie en Croatie. Nos échanges sur ce pays nous ont d'ailleurs donné envie de le découvrir mais aussi fait relativiser nos difficultés ou celles de nos compatriotes, souvent relayées par les médias de façon très pessimiste. Ces quatre jours ont été pour nous très enrichissants et nous ont donné une bonne dose d'énergie et d'optimisme pour aborder la nouvelle année. Voir ces jeunes faire trois jours de bus pour participer aux rencontres de Taizé, leur bonne humeur et leur enthousiasme, malgré le manque de perspectives dans leur pays (ils ont la certitude de ne pas y trouver de travail), nous a véritablement redonné confiance et espoir en l'être humain et dans la société de demain, dont ils feront partie et qu'ils vont construire avec d'autres. Malgré le peu de temps passé avec eux, puisqu'ils participaient aux nombreux rassemblements, veillées, prières, nous les avons quittés avec émotion le 1er janvier après-midi ».

Emmanuelle et Vincent Campagne, une famille du MCC à Strasbourg

Églises : notre présence au cœur des institutions

En cette année d'élections européennes, beaucoup se demandent comment les chrétiens font entendre leur voix auprès des institutions européennes… La Commission des épiscopats de la Communauté européenne (COMECE) assure cette mission depuis plus de 30 ans. Elle a su s'adapter avec succès aux évolutions institutionnelles pour devenir aujourd'hui un partenaire de dialogue fiable et apprécié des institutions européennes, nous explique sa porte-parole à Bruxelles, Johanna Touzel.


DR

Franco-allemande, Johanna Touzel est porte-parole de la COMECE depuis 2006, après avoir travaillé au Bundestag, au Parlement de Hongrie puis comme assistante parlementaire d'un député européen

La COMECE représente auprès des institutions européennes les 27 conférences épiscopales catholiques couvrant les 28 États membres de l'Union européenne (UE). Les évêques qui la composent, délégués par leur conférence épiscopale, se retrouvent à Bruxelles deux fois par an en assemblée plénière, pour suivre le travail des institutions européennes. Le reste du temps, le secrétariat permanent composé d'une dizaine de juristes, théologiens et spécialistes de science politique, issus de différents pays, assure la veille institutionnelle de l'UE.

Une réflexion pastorale spécifique aux questions européennes

Malgré des pères fondateurs chrétiens, comme Robert Schuman, Alcide de Gasperi et Konrad Adenauer, les institutions de la Communauté européenne se sont inspirées du modèle français de laïcité : dans les années 60-70, le marché commun se crée et s'organise donc sans tenir compte de la place et du rôle que les Églises peuvent jouer dans la société.

Le 3 mars 1980, en accord avec le Saint-Siège, un collège d'évêques crée la COMECE pour suivre et accompagner les politiques européennes. Bénéficiant de la collaboration du nonce apostolique et de l'expérience d'organisations catholiques pionnières à Bruxelles telles que l'Office jésuite d'information européenne (OCIPE), le secrétariat de la COMECE se concentre d'abord sur son travail d'information et mène une réflexion pastorale spéci-

« Dans les années 60-70, le marché commun se crée et s'organise sans tenir compte de la place et du rôle que les Églises peuvent jouer dans la société »


Fotolia

fique aux questions européennes. Des contacts s'établissent au Parlement, un dialogue s'esquisse avec la Commission européenne.

Quand l'Europe cherche du sens

Les choses s'accélèrent au moment de la chute du mur de Berlin en 1989. Les bouleversements institutionnels prévus par l'application de l'Acte unique puis du Traité de Maastricht, obligent la jeune Union européenne à repenser son identité et le sens de sa construction. C'est l'intuition de Jacques Delors qui appelle alors les Églises, entre autres instances porteuses de sens, à prendre part aux débats européens.
Nouvelle étape, la déclaration n° 11 jointe au Traité d'Amsterdam puis incorporée sous la forme d'un article (n° 17) au Traité de Lisbonne (2009). Celui-ci prévoit que « reconnaissant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les Églises et leurs organisations ». Le changement est décisif. Jusqu'alors, le mot « Église » n'apparaissait pas dans le langage de l'Union. Ces Églises se retrouvaient souvent qualifiées d'ONG ou de « membres de la société civile ». Dorénavant, le traité de Lisbonne reconnaît au travers de la consultation des Églises et des religions le rôle positif et essentiel de ces dernières pour la société.

« Le traité de Lisbonne reconnaît au travers de la consultation des Églises et des religions le rôle positif et essentiel de ces dernières pour la société »

Les nouveaux enjeux

Il s'agit de refaire prendre conscience aux institutions européennes, non seulement des racines chrétiennes de l'Europe, mais surtout des intuitions chrétiennes de ses fondateurs.
Pour mieux répondre à la multiplication des enjeux juridiques posés par les institutions européennes aux Églises, le secrétariat de la COMECE augmente ses effectifs, anticipe les élargissements de l'Union, intensifie son travail d'information au travers de sa nouvelle revue Europe-Infos et développe une expertise juridique. Car évidement, le langage pastoral n'est pas forcément adapté aux besoins des députés qui doivent avant tout élaborer et voter des lois. À la COMECE, des juristes élaborent des réflexions et des propositions qui peuvent être immédiatement comprises et utilisées par les politiques, afin de les éclairer dans leurs décisions concrètes et quotidiennes. Le dialogue mené avec les institutions requiert de traduire l'éthique chrétienne en termes politiques. Ce qui n'est pas toujours bien compris par les chrétiens.
La COMECE propose aussi aux décideurs européens des réflexions de fond, avec des documents élaborés par des comités de sages, composés d'experts et de théologiens. Cela permet aux acteurs politiques de prendre de la hauteur par rapport à un débat d'amendements, et aux décideurs (fonctionnaires ou élus européens) de remonter à la source de leur engagement et de donner un horizon à plus long terme à leur action.

A lire aussi : la Déclaration de la COMECE en vue des élections européennes 2014 : page 30

Un exemple d'action récente

La protection du repos dominical dans l'espace européen via le lancement de l'Alliance européenne pour le dimanche en est un. Grande première, car réunissant à la fois organisations d'Église, syndicats mais aussi organisations familiales, sportives de toute l'Europe, elle vient de lancer un appel aux candidats aux prochaines élections européennes : afin qu'ils s'engagent à protéger le repos dominical et respecter des horaires de travail décents dans la future législation européenne.

Enfin, les évêques de la COMECE viennent de publier une déclaration en vue des élections européennes. Ils y rappellent l'engagement clair de l'Église catholique en faveur de l'intégration européenne, car il s'agit d'un projet de Paix entre les nations. Ils proposent des orientations à l'électeur/électrice européen(ne) pour qu'il/elle forme sa conscience. Ils attirent son attention sur quelques questions centrales qui devraient être prises en considération par tout citoyen soucieux du bien commun et de la dignité humaine. Un document à lire pour voter en faisant preuve de réflexion et de sens éthique, et ainsi exercer notre responsabilité de citoyen en vue du bien commun.

Johanna Touzel

Regard africain

« Avec la crise ukrainienne, chacun pressent que nous vivons des moments d'insécurité déterminants pour notre avenir et celui des générations à venir. L'enjeu de cette crise, c'est bien la paix. Mon regard de Camerounais vivant en France sur cette Europe unie, est interrogateur : l'Europe élargie peut-elle continuer à être un pôle de stabilité, de solidarité et d'ouverture, selon le vœu de ses fondateurs formulé peu après la guerre ? Peut-elle répondre aux défis actuels, tout en exprimant ses valeurs de justice et de paix, qui plus est dans un contexte nationaliste ? La mondialisation a connu un essor depuis 20 ans, sur le plan économique, financier et des migrations des populations. Mais tous les États n'ont pas profité des fruits de cette croissance. Pour éviter de tels déséquilibres, nous sommes invités à mettre en avant le sentiment européen, qui passe par la capacité des nations à déléguer une part de leur souveraineté à une structure supranationale, à construire un espace linguistique et culturel irréductible et à se projeter à vivre ensemble. La crise de l'Europe est aussi celle de sa culture, de son relativisme. Dans des pays qui ont oublié Dieu, se cachent les questions de liberté religieuse, du sens de la vie. Il est clair que les religions ont quelque chose à dire. »

Marcel Bang, aumônier d'équipe MCC

Migrants : nous devons mieux garantir leurs droits

Alors que la politique européenne ne joue pas en faveur de la protection des migrants forcés, le *Service jésuite des réfugiés* participe à la lutte contre la « mondialisation de l'indifférence » dénoncée avec éclat par le pape François, en menant des actions en faveur du respect des droits des migrants aux frontières de l'Europe. Focus sur le rôle joué par cette ONG jésuite.


DR

Stefan Kessler est responsable de la politique européenne du JRS, chargé du plaidoyer. Agé de 49 ans, allemand, il est titulaired'une maîtrise en histoire

Interception, retour forcé vers le pays de transit ou d'origine, mort potentielle par noyade : c'est la triste réalité à laquelle de nombreux réfugiés sont confrontés lorsqu'ils tentent de venir en Europe à la recherche de protection contre les violations des droits de l'homme ou contre la violence. Dans les pays de transit, même les plus vulnérables d'entre eux ne bénéficient d'aucune protection.

Un constat chaque jour plus sombre

C'est dans ce contexte que Jesuit Refugee Service Europe (*Service jésuite des réfugiés* ou JRS) a intensifié ses activités de plaidoyer pour la protection des migrants aux frontières extérieures de l'Europe. Fondée en 1980, cette ONG catholique est présente dans plus de 50 pays sur la planète dont 14 en Europe : dans les camps de réfugiés, auprès des demandeurs d'asile, dans les zones urbaines, dans les centres de détention pour immigrants ou encore auprès des personnes déplacées à l'intérieur des frontières et des victimes des guerres civiles ou internationales. Elle offre un soutien humain et pastoral incluant de nombreuses activités : l'éducation et la formation professionnelle, le travail pastoral, l'aide humanitaire, le conseil juridique, le soutien psycho-sociologique, l'information du public, la recherche et l'établissement des réseaux et la défense des droits de l'homme.

En 2012, JRS a mené des recherches et publié un rapport sur la situation des migrants en Algérie et au Maroc. Dans des déclarations et des événements médiatiques, les réfugiés qui ont vécu la réalité aux frontières de l'Europe ont été invités à parler de ce qu'ils avaient enduré.

« Le plaidoyer est la défense d'une cause ou d'un groupe de personnes. À la différence du lobbying, il s'exerce dans l'intérêt d'un tiers et non pour des intérêts personnels »

Frontex : avancer sur la question des opérations frontalières

Avec d'autres ONG, JRS fait pression sur l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (Frontex, UE) et sur les décideurs européens afin de s'assurer que les opérations transfrontalières sont ouvertes à l'examen du public et de garantir la protection des droits des migrants. En 2011, les législateurs de l'UE ont réagi en modifiant le règlement de Frontex : l'Agence doit désormais élaborer une stratégie des droits de l'homme et un plan d'action, nommer une personne chargée des droits fondamentaux et mettre en place un forum consultatif sur les droits fondamentaux.

JRS, co-président d'une instance charnière

En octobre 2012, la première réunion du Forum consultatif nouvellement établi a eu lieu à Varsovie. Composé de deux autres agences de l'UE, quatre organisations gouvernementales et de neuf organisations de la société civile dont JRS, il promet de devenir un outil de promotion utile permettant d'établir des liens étroits et d'unir les forces, non seulement des ONG partageant les mêmes idées, mais aussi des organismes de l'UE et des organisations gouvernementales. De fait, les membres du Forum travaillent dans le même sens et essayent de faire de la protection des droits des migrants une priorité pour Frontex et pour les agences frontalières nationales des États membres.

Autre aspect positif des activités du Forum, il offre un contact direct avec les décideurs au sein de l'agence. Cela joue en faveur de la sensibilisation aux problèmes et aux préoccupations des migrants. Élu co-président de cette instance, JRS-Europe compte en faire un instrument efficace et durable pour l'amélioration de la situation des droits de l'homme, notamment dans le cadre des opérations de retour forcé coordonnées par Frontex.

Le Forum consultatif travaille en étroite collaboration avec le chargé des droits fondamentaux - indépendant - qui a pris ses fonctions mi-décembre 2012 et dont le rôle est de veiller à la façon dont les droits des migrants sont protégés durant les opérations frontalières.

Pour être efficace, il faut être concret

Les membres du Forum ne cherchent pas seulement à s'entendre sur des principes généraux et à les mettre par écrit, mais plutôt à élaborer des normes et des mécanismes concrets pour garantir les droits des migrants. Le Forum a, par exemple, fait des propositions concrètes pour la sauvegarde des droits de l'homme dans un « Code de conduite pour les opérations conjointes de retour » et il est à la recherche, dans les procédures et les mécanismes, d'opérations conjointes

« JRS et d'autres ONG font pression sur les décideurs européens afin de s'assurer que les opérations transfrontalières sont ouvertes à l'examen du public »





aux frontières terrestres entre la Grèce / Bulgarie et la Turquie. Certains membres du Forum aident également Frontex dans la formation des gardes-frontières sur les droits fondamentaux. L'ONG jésuite, ainsi que les autres membres du Forum, sont toutefois conscients du fait que ni eux ni le chargé des droits fondamentaux ne peuvent résoudre les problèmes liés à la structure de Frontex. Le Forum n'est pas un organe de décision, il peut seulement faire des recommandations. Il n'est pas habilité à modifier la répartition peu claire et non transparente des compétences et des responsabilités entre l'agence, d'une part, et les autorités douanières nationales des États membres, d'autre part. En outre, les autorités nationales sont encore réticentes pour accepter le Forum consultatif et pour donner à ses membres l'accès à toutes les informations nécessaires. JRS, par conséquent, reste en contact avec les décideurs européens afin de s'assurer qu'ils continuent de faire pression sur Frontex et les États membres.

Consulter le rapport d'activité 2012 du JRS

● **Stefan Kessler**

Les familles des migrants et l'Europe

« Chaque jour, des boat-people font naufrage à proximité de l'île de Lampedusa, à une centaine de kilomètres de la Tunisie où chaque famille compte soit un émigré en Europe soit une victime de la frontière. Et les émigrants savent où ils vont. Le mythe de l'Eldorado est brisé depuis longtemps. Chaque candidat au départ sait les difficultés de la vie en Europe et les risques de la traversée en mer. Pourtant la jeunesse continue d'embarquer : pour un avenir meilleur ou pour fuir des normes sociales et des frustrations trop oppressantes. L'Europe, de son côté, vient de signer un partenariat " pour la mobilité " avec la Tunisie : il prévoit plus de visas pour les professions intellectuelles supérieures, et moins pour les autres catégories, qui, faute de moyens, opteront pour les bateaux de fortunes. Depuis 2011, plusieurs milliers de familles sont sans nouvelles d'eux. Après la disparition de son fils en février 2011, Fethi déclarait " Nos jeunes prennent la mer ? C'est faute de pouvoir obtenir un visa ! Nous ne voulons plus de frontières, nous ne voulons plus de cadavres !". Mohammed, lui, a perdu son fils lors du naufrage des 6 et 7 septembre 2012 qui a fait 80 disparus. Les radars, les patrouilles de Frontex, des polices, des secours, des douanes et de l'armée ainsi que les satellites et divers dispositifs de surveillance des frontières n'ont pu aider à temps le bateau de pêche en difficulté à 17 km de Lampedusa. "L'Europe a le droit de fermer ses frontières", dit-il, "mais moi je veux simplement savoir ce qui est arrivé à mon fils". En mars 2014, aucun rapport des secours ni aucun résultat des comparaisons ADN avec les cadavres retrouvés n'avait été remis aux familles ».

Nicanor Haon, coordinateur du réseau Boats 4 People pour les droits des migrants en mer

« Les chrétiens sont le peuple de l'unité et de l'espérance »

Née en 1999, l'initiative *Ensemble pour l'Europe* rassemble environ 250 communautés et mouvements chrétiens du continent, soucieux de s'unir et de contribuer à plus de solidarité, de justice, de paix, de liberté et de courage pour construire l'avenir de l'Europe. Gérard Testard, membre du comité européen d'*Ensemble pour l'Europe*, précise pour *Responsables*, les convictions qui animent sa communauté.



DR

Président de Fondacio de 1991 à 2008, Gérard Testard est membre du comité européen d'*Ensemble pour l'Europe* et du conseil de l'Observatoire pour le pluralisme des cultures et religions

L'origine, la première étincelle, remonte à la Pentecôte 1998 : une immense foule faite de membres des nouvelles communautés et mouvements chrétiens s'est rassemblée à Rome à l'invitation du pape Jean-Paul II. Chiara Lubich, fondatrice du mouvement des *Focolari*, s'engage alors à poursuivre ces liens de communion. Avec elle, Andrea Riccardi, fondateur de la communauté *Sant'Egidio,* et d'autres responsables allemands donnent forme à cette communion. Rapidement, les autres confessions chrétiennes s'associent à la démarche. *Ensemble pour l'Europe* expérimente une coopération étroite entre hommes et femmes « unis dans la diversité », comme le veut la devise officielle de l'Union européenne, et forts de la source commune de la foi chrétienne.

« Ensemble pour l'Europe expérimente une coopération étroite entre hommes et femmes " unis dans la diversité ", comme le veut la devise officielle de l'Union européenne »

De grands rassemblements en faveur d'un continent uni et pluriel

Des actions initiées au niveau européen, avec des relais dans chacun des pays et dans de nombreuses villes, touchent de multiples thèmes humains et sociaux : vie, famille, création, économie, solidarité, paix et responsabilité sociale. Des rendez-vous importants ont jalonné ces années : Stuttgart en 2007, Paris en 2010, Bruxelles en 2012, chaque fois en présence de personnalités d'Église et de personnalités politiques. Animées par la force rénovatrice de l'Évangile, elles se sentent appelées à travailler pour un continent réconcilié, uni et pluriel, à offrir leur communion pour une contribution à une Europe capable de répondre aux défis de notre temps. Ces mouvements perçoivent dans l'Europe un avenir commun et témoignent que vivre ensemble est possible. Leur travail sera récompensé en 2014 par le prestigieux « prix européen Saint Ulrich ».

Rendre l'Europe plus fraternelle

Nous ne pouvons pas nous cacher que l'Europe va mal. Une crise économique s'est greffée sur d'autres crises. Dans un monde marqué par l'individualisme, nous constatons la solitude de nombreux Européens, l'absence de sens communautaire et sans doute un manque de vision pour l'avenir. *Ensemble pour l'Europe* veut être un signal indiquant que nous ne nous résignons pas. Nous voulons donner aux membres le goût de l'Europe et la passion pour la rendre fraternelle. En 2012, à Bruxelles ville symbole, nous avons déclaré, dans un manifeste, que « l'Europe est un destin et une nécessité pour chacun de nos pays. Un avenir de paix, de prospérité, de justice ne s'obtient qu'ensemble dans l'échange et la collaboration. L'Europe, une dans une diversité réconciliée, réalisera une civilisation de vie, vécue ensemble et dont le monde a besoin (…). Ensemble, nous nous engageons pour une Europe unie, accueillante et solidaire, généreusement ouverte aux défis du monde le plus pauvre. »

Les 7 « oui » à l'Europe

Gérard Testard est aussi l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *Quelle âme pour l'Europe* ? (Éd. Nouvelle Cité, 2012). Dans ce livre, il revient sur les racines chrétiennes de la construction européenne et l'histoire d'*Ensemble pour l'Europe*. Il développe une parole de chrétien sur le projet européen et reprend les sept « oui » du rassemblement : oui à la vie, oui aux couples et à la famille, oui à la création, oui à une économie au service des besoins de l'individu et de toute l'humanité, oui à la solidarité avec les pauvres et défavorisés, oui à la paix, oui à la responsabilité envers toute la société. On y découvre aussi la spiritualité de ces communautés qui partagent leur passion pour l'Europe.

« L'Europe est un destin et une nécessité pour chacun de nos pays. Un avenir de paix, de prospérité, de justice ne s'obtient qu'ensemble dans l'échange et la collaboration »

« Bon nombre de réponses économiques sont liées à une Europe politique, une Europe unie, c'est-à-dire plus d'Europe »

Peuple de l'unité et de l'espérance

Ensemble pour l'Europe souhaite aider les communautés à rester présentes aux jointures de la vie spirituelle et de l'engagement pour le vivre ensemble en évitant ainsi le risque pointé par Benoît XVI que « les chrétiens se retirent de l'histoire ». Comme les pères de l'Europe, ces hommes frontières qui ont jeté des ponts, nous voulons aussi coopérer au processus de rassemblement des peuples, sans renier leur identité propre. Nous voulons vivre comme chrétiens et Européens. Les chrétiens sont le peuple de l'unité et de l'espérance et ces mouvements portent un rêve d'universalité. Ils ont à travailler pour faire échec au déclin européen, à la culture individualiste ou aux tentations nationalistes.

Une Europe politique

Au moment d'envoyer des représentants au Parlement à Strasbourg et Bruxelles, revenons à la vision que l'intérêt commun est dans la mise en place d'institutions européennes légitimes et représentatives et que bon nombre de réponses économiques sont liées à une Europe politique, une Europe unie, c'est-à-dire plus d'Europe. Si nos pays, si nos peuples veulent affronter seuls les défis d'un monde globalisé, ils seront voués à ne compter que pour peu de chose.
« Dans l'unité, il y a une âme chrétienne et profondément humaine » affirmait Andrea Riccardi. Aujourd'hui, de façon audacieuse, comme l'a été la mise en commun du charbon et de l'acier, il est possible de mettre des dons et des charismes en commun pour donner une âme à l'Europe et lutter contre les clichés, les haines, les extrémismes ou les populismes.

● **Gérard Testard**

Les évêques européens pointent les sujets de préoccupation majeure

Pour les élections européennes de mai 2014, les évêques de la Commission des épiscopats européens (COMECE) ont estimé qu'il était de leur devoir de proposer des orientations aux électeurs, afin qu'ils forment leur conscience. Dans une déclaration publiée le 20 mars, ils réaffirment leur soutien au projet européen, encouragent vivement à voter et pointent les sujets qui devraient représenter une préoccupation majeure pour les chrétiens. *Responsables* a sélectionné les extraits qui suivent.

« Du 22 au 25 mai 2014, nous serons appelés à élire les députés qui siègeront au Parlement européen. Le résultat de ces élections déterminera la nature de la législature pour l'Union européenne (UE) dans les cinq prochaines années et aura des implications majeures (...). Il est essentiel que les citoyens de l'UE participent au processus démocratique en votant le jour des élections. Une forte participation renforcera d'autant la nouvelle législature (…). »

Considérations d'ordre général

« 1. Voter est un droit et un devoir pour chaque citoyen de l'UE. Plusieurs millions de jeunes citoyens voteront pour la première fois. Parmi eux, certains sont encore en formation, d'autres sont déjà sur le marché du travail, et beaucoup, hélas, sont sans emploi. Nous encourageons nos jeunes à faire entendre leur voix en s'impliquant dans le débat politique et surtout en votant.

2. Il est important que les candidats et les députés qui se représentent (...) soient conscients des dommages collatéraux causés par la crise économique et bancaire qui a débuté en 2008. Le Pape François a attiré l'attention de l'opinion publique sur la détresse de ceux qui étaient déjà pauvres et vulnérables - les jeunes et les handicapés - sans oublier ceux qui ont été jetés dans la pauvreté par la crise actuelle. Le nombre de " nouveaux pauvres " est en train de croître de manière alarmante.

3. Le message chrétien est un message d'espoir. Nous croyons que le projet européen est inspiré par une vision noble de l'homme. Chaque citoyen, chaque communauté et même chaque État-nation doit être capable de mettre de côté ses intérêts particuliers en vue de la poursuite du Bien commun. L'exhortation apostolique *Ecclesia in Europa* publiée par le Pape Jean Paul II en 2003 était un message d'espoir et c'est avec la même foi solide dans un avenir meilleur que l'Église aborde les défis européens actuels.

4. La Tempérance est l'une des vertus naturelles au cœur de la spiritualité chrétienne. Une culture de retenue doit guider l'Économie sociale de marché et les politiques de l'environnement. Nous devons apprendre à vivre avec moins et, par là même, veiller à ce que les personnes qui vivent dans la vraie pauvreté obtiennent une meilleure part. »

Lire le texte in extenso

« Une culture de retenue doit guider l'Économie sociale de marché et les politiques de l'environnement »

Points d'attention particulière

« 1. Il faut veiller à ce que les démarches de plus en plus nombreuses visant à l'unité au sein de l'UE ne sacrifient pas le principe de subsidiarité, qui est le pilier de cette famille d'États nations unique au monde que représente l'UE ; ni ne compromettent les traditions bien établies qui prévalent dans tant d'États membres.

2. Un autre pilier de l'Union européenne, qui est également un principe de la doctrine sociale de l'Église, est celui de la Solidarité. Ce principe devrait guider les politiques menées à tous les niveaux de l'UE, entre nations, régions et groupes de population. Il nous faut construire un monde nouveau, qui soit centré sur la solidarité.

3. Il est fondamental de rappeler qu'à la base de toute politique sociale et économique se trouve une vision de l'homme enracinée dans un profond respect de la dignité humaine. La vie humaine doit être protégée de la conception à la mort naturelle. La famille, qui est la composante de base de la société, doit bénéficier de la même protection.

4. L'Europe est un continent en mouvement et la migration - (...) interne ou venant de l'extérieur de l'Europe - a un impact sur la vie des personnes et de la société. L'UE a une frontière extérieure commune. La responsabilité de l'accueil et de l'intégration des migrants et demandeurs d'asile doit être partagée proportionnellement entre les États membres. Il est crucial de traiter avec humanité les migrants à leur arrivée et que leurs droits humains soient scrupuleusement respectés, et que par conséquent, tous, y compris les Églises, s'efforcent de garantir une intégration réussie dans les sociétés d'accueil sur le territoire de l'Union.

5. Nous sommes les gardiens de la création et nous devons accroître notre détermination à respecter et atteindre les objectifs d'émissions de CO_2, à promouvoir une conception globale des changements climatiques, à adopter une approche plus écologique et nous devons exiger que la durabilité devienne un élément fondamental de toute politique de croissance ou de développement.

« Nous devons apprendre à vivre avec moins et, par là même, veiller à ce que les personnes qui vivent dans la vraie pauvreté obtiennent une meilleure part »

« Nous devons exiger que la durabilité devienne un élément fondamental de toute politique de croissance ou de développement »

6. La liberté religieuse est un élément fondamental d'une société tolérante et ouverte. Cette liberté comprend la liberté de manifester sa foi en public. Nous nous réjouissons de l'adoption de Lignes directrices de l'Union sur la promotion et la protection de la liberté de religion ou de conviction (…).

7. Nous soutenons toutes les mesures qui peuvent être prises pour protéger un jour de repos commun hebdomadaire, qui est le dimanche.

8. Dans les cinq prochaines années, le changement démographique aura un impact encore plus profond sur l'UE. Nous plaidons en faveur de nos concitoyens âgés, afin qu'ils aient accès au niveau et à la qualité de soins auxquels ils ont droit, et nous plaidons aussi pour la mise en place de politiques qui créent de nouvelles opportunités pour la jeune génération.

L'Union européenne est à un tournant. La crise économique déclenchée par la faillite bancaire de 2008, a tendu les relations entre les États membres. Elle a mis à rude épreuve le principe fondateur de Solidarité au sein de l'Union. Elle a aussi entraîné dans son sillage une vague de pauvreté qui a frappé un grand nombre de nos concitoyens et a brisé les espoirs de beaucoup de jeunes.

Nous, les évêques catholiques, plaidons pour que le projet européen ne soit pas mis en danger ni abandonné sous la pression des contraintes actuelles. Il est impératif que nous tous (...) nous contribuions à forger de façon constructive le futur de l'Europe. Nous avons trop à perdre si le projet européen venait à se disloquer.

Enfin, il est essentiel que nous (...) nous rendions aux urnes les 22-25 mai prochains. Nous, les évêques, nous vous enjoignons à voter suivant votre conscience préalablement bien formée ».

Les évêques de la Comece

L'Europe, une chance pour tous ?

L'équipe MCC de Berlin nous propose une soirée sur le thème de l'Europe, avec en perspective les élections européennes. Composée de célibataires et de couples mixtes de trois nationalités différentes, l'équipe s'interroge à partir des réalités de leur vie, professionnelle comme personnelle. Nous vous proposons de partager leur réflexion pour avancer sur le sens à donner à notre vote.

● **Équipe de Berlin, avec la rédaction de *Responsables***

1er temps

Voir où j'en suis

Pour nous qui vivons l'Europe au quotidien, elle est synonyme d'enrichissement des cultures, de paix, de prospérité. Nous déplorons la remise en question des avancées qui ont transformé nos vies : études, pratique de plusieurs langues, liberté de circulation des personnes et de travail, l'euro,…

Questions à partager :
En quoi l'Europe représente-t-elle une ouverture pour moi ?
En quoi est-elle éventuellement source de certaines difficultés ?
Quelles sont mes interrogations vis-à-vis des reproches faits à l'Europe (xénophobie, drame des réfugiés, tourisme social..)

2e temps

Discerner avec le Christ

En tant qu'équipe du MCC, nous nous efforçons de mettre en pratique la tolérance et la charité que Jésus nous donne en modèle.
Méditons ce passage de Luc (4,18) : « *l'Esprit du Seigneur est sur moi, il m'a consacré pour apporter la bonne nouvelle aux pauvres. Il m'a envoyé pour proclamer la délivrance aux prisonniers et le don de la vue aux aveugles, pour libérer les opprimés.* »

3e temps

Quels projets puis-je avoir pour transformer mon action, mon regard ?

L'un de nous, cadre dans une entreprise active dans le monde entier, apprécie les compétences des employés en Bulgarie et Roumanie. Un autre parle des banlieues sinistrées de la Ruhr, où l'intégration ne se fait pas.

Questions à partager :
Comment dans ma vie personnelle ou professionnelle puis-je entrer en contact avec cette autre réalité de l'Europe, celle qui exclut ?
Comment puis-je avancer vers plus de solidarité ? Cela me semble-t-il possible ?
Avec qui partager ou élaborer un projet ?
Est-ce que cela sera pour moi une joie ?

Prochain n° 423

JN 2014 :

Quels défis ? Quelles exigences ?

Éditeur : U.S.I.C. - 18 rue de Varenne - 75007 Paris - tél. 01 42 22 18 56 - www.mcc.asso.fr - contact@mcc.asso.fr
Commission paritaire n° 0417 G81875
Directeur de la publication : Alain Heilbrunn - Responsable éditoriale : Marie-Hélène Massuelle
Comité de rédaction : Françoise Alexandre, Anne-Marie de Besombes, Pierre-Olivier Boiton, Catherine Coulomb, Hubert Hirrien (aumônier national), Christian Sauret, Dominique Semont
Réalisation et mise en page : Anne-Catherine Putz
Pour recevoir une version papier : 7 € (frais de port compris) le numéro / 28 € (frais de port compris) les 4 numéros - à commander aux coordonnées ci-dessus.